



**Tous en grève, tous à la manifestation le
Jeudi 16 novembre 2017 !
RASSEMBLEMENT A 10H00
Devant le Palais Des Congrès
et de la Culture du Mans**

Les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens CGT – FO – FSU - Solidaires – UNEF – UNL – FIDL dénoncent la politique libérale du gouvernement qui vise à répondre aux exigences du patronat en accroissant les inégalités.

Elles dénoncent :

- Les dispositions inacceptables des ordonnances, limitant des droits des salariés-es ;
- La remise en cause des droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle ;
Les mesures précarisant l'emploi et l'insertion des jeunes sur le marché du travail ;
- La remise en cause des droits à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ;
- La modération salariale et de l'augmentation de la CSG ;
- L'attaque contre le service public et à la protection sociale ;

La nouvelle réforme du droit du travail transforme fondamentalement les relations entre le salarié et l'employeur. Elle généralise la précarité, facilite—les licenciements, détourne les règles de négociation, de représentation et de défense collective des salariés.



Face à cette charge à la hussarde de Macron, qui essaie de remettre en cause le dialogue social en court-circuitant les organisations syndicales en procédant par ordonnance et sans prendre le temps du débat démocratique, il y a urgence à amplifier la mobilisation. D'autant qu'après la réforme du code du travail, Macron et sa majorité parlementaire, veulent mettre fin aux statuts et missions de la Fonction Publique, il s'attaque aussi à la sécurité sociale, aux retraites, au droit à la formation ou à l'indemnisation du chômage.

Il est donc temps de stopper cette politique destructrice des droits des salariés au profit des plus aisés et de revendiquer des mesures de progrès social. Il nous faut exiger une augmentation des salaires, des pensions, des retraites et des minimas sociaux. De même, nous devons exiger des services publics aux services des citoyens car ils contribuent à l'aménagement du territoire. Le renforcement de notre système de protection sociale fait aussi parti des sujets au cœur de cette mobilisation.

Rappelons que les moyens existent, d'ailleurs la France est championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires avec 54 milliards d'euros versés en 2016.

**Face à cela, public/privé, jeunes/retraités,
nous avons toutes les raisons de nous mobiliser**